

**2017**  
10 ANS D'ACTION



# 10 ANS DE LA COALITION EAU

## 16 NOVEMBRE 2017

### COMPTE-RENDU



#### CONTACT

**Coalition Eau**  
27 rue Léon Loiseau  
93100 Montreuil

**Tél.** +33 (0)1 41 58 52 77  
**Fax** +33 (0)1 41 58 50 58  
**Email** [contact@coalition-eau.org](mailto:contact@coalition-eau.org)

[www.coalition-eau.org](http://www.coalition-eau.org)

Le 16 novembre 2017, la Coalition Eau a réuni ses ONG membres et ses partenaires pour un événement-anniversaire convivial. L'occasion de revenir sur une décennie d'action collective et de mettre à l'honneur les mobilisations citoyennes qui permettent de faire avancer la cause de l'eau à travers le monde.



## TABLE-RONDE « LES MOBILISATIONS CITOYENNES POUR LE SECTEUR DE L'EAU, FACTEURS DE CHANGEMENT »

Cette table-ronde a réuni quatre partenaires et membres de la Coalition Eau qui ont mis en lumière le rôle majeur de la société civile pour les avancées dans le domaine de l'eau, à travers différentes illustrations :

### Roukiattou Ouedraogo du SPONG : Mobilisation citoyenne et de la société civile pour intégrer le droit à l'eau dans la constitution burkinabé

Roukiattou Ouedraogo du SPONG Burkina Faso a abordé la question de l'intégration du droit humain à l'eau et à l'assainissement dans la Constitution burkinabé, en présentant les avancées obtenues grâce à la mobilisation des organisations de la société civile burkinabé et les limites liées à la mise en œuvre.

Lors d'une enquête en 2014, l'eau et l'assainissement figuraient déjà parmi les trois besoins prioritaires et fondamentaux de la population. Cette même année, le 2<sup>ème</sup> Forum National de l'Eau s'est tenu durant une période de transition pour le pays. La mobilisation de la société civile avec les ONG internationales WaterAid et Eau Vive a fortement influencé l'agenda de ce forum. Le plaidoyer s'est organisé au niveau de la société civile et un atelier de réflexion a eu lieu sur les engagements nationaux et internationaux du gouvernement.



Les ONG ont travaillé au contenu à présenter pour la constitutionnalisation du droit à l'eau. La constitutionnalisation obtenue, l'action de plaidoyer s'est poursuivie auprès des partis politiques qui souhaitaient se présenter aux élections afin de demander à ce que les nouveaux dirigeants l'intègrent dans leurs

politiques. Ce fut aussi un grand chantier en termes de formation et de renforcement de capacités sur la mise en œuvre effective de la constitutionnalisation du droit à l'eau. Beaucoup d'engagements ont été pris, et l'environnement politique reste plutôt favorable mais le budget pour le secteur a pourtant fait l'objet d'une coupe récente dans le budget global de l'Etat. Il faudra donc continuer à assurer un contrôle citoyen pour que la situation s'améliore concrètement.

### **Nathalie Seguin, coordinatrice du FANMEX, Mexique : le rôle de la société civile mexicaine dans la réalisation du droit humain à l'eau et l'assainissement**

**Nathalie Seguin, coordinatrice du FANMEX, a présenté les mobilisations de la société civile pour proposer une nouvelle loi citoyenne des eaux au Mexique, suite à l'intégration du droit humain dans la Constitution du pays.**

A partir de 2010, une action de plaidoyer a été menée au niveau international afin de faire reconnaître le droit humain à l'eau au niveau national. Cela fut obtenu en février 2012, avec la reconnaissance du droit à l'eau et à l'assainissement dans l'article 4 de la constitution mexicaine. Depuis cette date, un mouvement plus général s'est formé, pour interpeller l'ensemble des acteurs travaillant sur les questions de l'eau, l'assainissement, l'eau potable etc. Le modèle de gestion de l'eau au Mexique est basé en majorité sur la construction de méga infrastructures liées à l'industrie BTP, lié à un système de concession opaque, où la corruption est élevée. Alors que la disponibilité d'eau est faible au Mexique, la politique de l'eau n'incite pas à limiter la pollution des cours d'eau et priorise davantage l'usage de l'eau pour l'industrie extractive. En 2012, un premier congrès national a eu lieu, permettant d'identifier les problématiques principales liées à la gestion de l'eau et réunissant plus de 400 acteurs de différents secteurs afin d'aboutir à une nouvelle loi citoyenne des eaux. Quatre piliers principaux ont été définis pour la mise en œuvre le droit humain à l'eau : la durabilité ; l'équité ; l'inclusion et la participation.



Grâce à une stratégie média et la mobilisation citoyenne, cette proposition de loi fut présentée aux membres de la commission « hydraulique » du Congrès responsable de la déposer. Cette proposition de loi est restée en attente durant 4 ans. La position de la société civile est restée ferme sur le fait que cette proposition de loi ne doit pas être adoptée par un parti politique mais qu'elle doit rester citoyenne. La société civile a même réussi à contrer une proposition de loi générale des eaux imposée par le gouvernement. Autre résultat : cette mobilisation a permis l'émergence de groupes locaux de défense du droit à l'eau dans plusieurs communautés. Dernièrement, un sénateur a accepté de présenter la proposition citoyenne au Sénat, sans afficher l'étiquette de son parti.

### **Arnauld Adjadogo du PNE Bénin : Mobilisations culturelles et citoyennes pour l'eau et l'assainissement au Bénin**

**Arnauld Adjadogo de PNE Bénin a présenté les mobilisations culturelles et citoyennes pour l'eau et l'assainissement au Bénin, en revenant sur les avancées obtenues depuis 2008 et l'impact des actions menées par la société civile.**

En 2008, un premier travail a été réalisé avec l'ONG Eau Vive pour produire une étude de plaidoyer sur le suivi de l'initiative « Livre bleu ». La campagne « A l'eau l'Afrique, A l'eau le monde » a été organisée en amont du Forum Mondial de l'Eau à Marseille en 2012. Cette initiative, à laquelle le Bénin a participé, a été lancée pour préparer les pays à animer des



Forums nationaux et à participer au Forum Mondial de l'Eau. Dans un premier temps, il a fallu convaincre les décideurs de l'importance de ce Forum Mondial de l'Eau. Un rapport a été rendu lors de la concertation nationale sur l'eau. Une forte mobilisation de la société civile a également eu lieu pour favoriser l'implication du pays et du gouvernement pour le FME : un concert sur l'eau avec des artistes à Cotonou, une mobilisation de jeunes engagés sur l'eau, etc. Ces actions ont eu un impact favorable facilitant des échanges entre associations et le ministre en charge des questions de l'eau, très engagé. Une loi a été votée par le Parlement béninois disant que tout béninois a droit à un environnement sain, considérant l'eau potable comme élément déterminant pour cet environnement sain et reconnaissant le principe de précaution.



### **Laura Le Floch : La campagne « Parlons Toilettes ! » pour plus de solidarité de la France pour l'assainissement**

**Laura Le Floch du Secours Islamique France est revenue sur la campagne « Parlons Toilettes ! » menée en 2014 en partenariat avec la Coalition Eau, dans le but de sensibiliser le grand public et d'interpeller le gouvernement sur le manque d'accès à l'assainissement dans le monde. Un bilan très positif et impactant pour parler d'un sujet tabou et largement méconnu du grand public français.**

Pour la Journée Mondiale des Toilettes en 2014, la Coalition Eau et le Secours Islamique France ont lancé la campagne Parlons Toilettes, avec un format original : une exposition avec une toilette entourée de parois transparentes devant le musée Beaubourg, afin de sensibiliser le grand public et interpeller le gouvernement français sur sa politique de développement. Cette opération a suscité beaucoup de curiosité et d'intérêt de la part des passants, mais aussi de nombreuses retombées médias : 1.5 millions de personnes ont été touchées via les réseaux sociaux avec le #ParlonsToilettes. L'exposition a duré 4 jours et la campagne s'est poursuivie jusqu'à la Journée Mondiale de l'Eau de 2015, avec l'installation de l'exposition « Les toilettes une question de dignité » et du théâtre de rue pour interpeller les passants.

La campagne Parlons Toilettes a gagné le grand prix du jury de la communication solidaire de Communication sans Frontières et a permis d'obtenir un rendez-vous en avril 2015 avec Annick Girardin, secrétaire d'Etat au développement, afin de lui présenter les recommandations des ONG et demander un engagement fort du gouvernement pour l'accès à l'assainissement avec une Aide au Développement accrue en faveur de ce secteur délaissé. La campagne Parlons Toilettes a été réitérée à l'occasion de la Journée Mondiale des Toilettes 2017, avec la Coalition Eau, le SIF et ACF, en partenariat avec Next One, via une campagne d'affichage dans les toilettes publiques.



**En conclusion, de nombreuses organisations de la société civile se mobilisent à travers le monde pour faire reconnaître les droits humains à l'eau potable et à l'assainissement dans leur pays ou pour exiger la mise en œuvre de politiques efficaces, transparentes et opérationnelles. Au travers d'illustrations d'actions citoyennes menées dans différents pays, cette table-ronde nous a permis de mettre en lumière le rôle majeur de la société civile pour les avancées dans le domaine de l'eau.**

## REGARDS CROISÉS « LA COALITION EAU, 10 ANS DE MOBILISATIONS POUR L'EAU »

L'année 2017 marque les 10 ans de la Coalition Eau. En effet, le collectif a été créé en 2007 par une dizaine d'ONG françaises, qui ont jugé indispensable de bénéficier d'un espace permanent de concertation et de mobilisation sur les enjeux liés au manque d'accès à l'eau et à l'assainissement.

Depuis 2007, la Coalition Eau a évolué à de nombreux égards. Le collectif s'est positionné comme un acteur incontournable du plaidoyer pour l'eau et à l'assainissement. Expert des politiques publiques du secteur, mobilisateur d'associations, initiateur de mouvements, force de proposition... la Coalition Eau représente et porte une voix unifiée des ONG françaises du secteur de l'eau et de l'assainissement auprès des décideurs, en France et à l'international. Elle joue également un rôle majeur pour mobiliser les plateformes d'associations à l'international et ainsi favoriser les plaidoyers communs.

**Pour mesurer le chemin parcouru, la parole a été donnée aux membres. 10 ans d'actions collectives et les chantiers phares de la Coalition Eau ont été résumés, en 10 dates-clés :**

- **2007** : Création de la Coalition Eau à l'initiative d'un petit groupe d'ONG soucieux de porter une voix commune des ONG françaises dans les RDV internationaux
- **2008** : Première grande campagne de communication « Madame, Monsieur le Maire, et si après le champagne, vous passiez à l'eau ? », pour interpeller les élus locaux sur la solidarité décentralisée
- **2009** : Première édition de l'exposition « Les Toilettes une question de dignité », qui a ensuite largement sillonné la France
- **2010** : Publication de la première étude sur l'Aide Publique au Développement Eau et Assainissement de la France, qui marque le lancement d'un chantier-phare sur la politique de développement française
- **2011** : Premier atelier avec les collectifs africains de la société civile Eau et assainissement, début d'une série d'ateliers annuels qui ont fait émerger une vraie dynamique sous-régionale



- **2012** : Mobilisation pour le 6<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'eau, afin de représenter la société civile via la création du mouvement international d'ONG/OSC l'Effet Papillon
- **2013** : Lancement du plaidoyer pour un Objectif de Développement Durable dédié à l'eau, vœu exaucé en 2015
- **2014** : Lancement de la Campagne « Parlons Toilettes » à l'occasion de la Journée Mondiale des Toilettes 2014, avec une installation devant le musée Beaubourg
- **2015** : Mobilisation pour la COP21, début d'un chantier pour faire reconnaître la place de l'eau dans les discussions liées au Climat
- **2016** : Adoption de la proposition de loi sur le droit humain à l'eau et à l'assainissement par l'Assemblée Nationale, portée par la Coalition Eau et ses partenaires.



→ Retrouvez la publication des 10 ans de la Coalition Eau [ici](#)